



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES



3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES



+33 (0)5 57 19 12 12



sagec@actheos.com



www.actheos.com

TAPAJ FRANCE
20 place Pey berland
33000 BORDEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2020

Dossier suivi par M. Sébastien CRUEGE
Commissaire aux Comptes

Paris
Rouen
Rennes
Le Havre
Bordeaux
Saint-Brieuc



EXPERTS COMPTABLES
COMMISSAIRES AUX COMPTES

3 rue Pierre et Marie Curie
Parc de Chavailles
33520 BRUGES
+33 (0)5 57 19 12 12
sagec@actheos.com
www.actheos.com

TAPAJ FRANCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'Assemblée Générale de l'association TAPAJ FRANCE,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Paris
Rouen
Rennes
Le Havre
Bordeaux
Saint-Brieuc

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels* » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

OBSERVATIONS

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants exposés dans les notes « Informations au titre des méthodes comptables » et « Evènements importants de l'exercice » de l'annexe des comptes annuels concernant :

- Le changement de méthode comptable résultant de la première application du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ;
- La présentation des données de l'exercice 2019 avec les rubriques des états financiers issus du règlement ANC n°2018-06 ;
- La crise du COVID-19 et ses effets sur les comptes annuels.

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les associations, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des associations et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, notamment s'agissant du correct rattachement à l'exercice des subventions et concours publics en considération des conventions conclues avec les financeurs et du degré d'avancement des travaux à la clôture de l'exercice.

Votre Association bénéficie de financements publics affectés à la réalisation de ses programmes d'action.

Lorsque les subventions attribuées au cours de l'exercice sont utilisées partiellement ou totalement sur l'exercice suivant, la part concernée est inscrite en fonds dédiés. Ces derniers s'élèvent à 2 053 334 € au 31 décembre 2020.

Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons été conduits à examiner notamment le correct rattachement des produits à l'exercice en considération des conventions conclues avec les financeurs.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la direction.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bruges, le 3 mai 2021.
Le Commissaire aux Comptes
SAGEC



Sébastien CRUEGE
Commissaire aux Comptes Associé

Bilan

Compte
de
Résultat

Annexe

Bilan Actif

| Etat exprimé en euros | | 31/12/2020 | | | 31/12/2019 |
|--|---|------------------|-------------------|------------------|------------------|
| | | Brut | Amort. et Dépréc. | Net | Net |
| ACTIF IMMOBILISE | IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | | |
| | Frais d'établissement | | | | |
| | Frais de recherche et de développement | | | | |
| | Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| | Concessions brevets droits similaires | 5 400 | 755 | 4 645 | |
| | Fonds commercial (1) | | | | |
| | Autres immobilisations incorporelles (1) | | | | |
| | Immobilisations incorporelles en cours | | | | |
| | Avances et acomptes | | | | |
| | IMMOBILISATIONS CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | | |
| Constructions | | | | | |
| Installations techniques, mat. et outillage indus. | | | | | |
| Autres immobilisations corporelles | 28 217 | 9 367 | 18 851 | 525 | |
| Immobilisations grevées de droits | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | |
| BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES | | | | | |
| IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2) | | | | | |
| Participations évaluées selon mise en équival. | | | | | |
| Autres participations | | | | | |
| Créances rattachées à des participations | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | |
| Prêts | | | | | |
| Autres immobilisations financières | | | | | |
| | TOTAL (I) | 33 617 | 10 122 | 23 496 | 525 |
| ACTIF CIRCULANT | STOCKS ET EN-COURS | | | | |
| | Matières premières, approvisionnements | | | | |
| | En-cours de production de biens | | | | |
| | En-cours de production de services | | | | |
| | Produits intermédiaires et finis | | | | |
| Marchandises | | | | | |
| Avances et Acomptes versés sur commandes | | | | | |
| CREANCES (3) | | | | | |
| Créances clients, usagers et comptes rattachés | | | | | |
| Créances reçues par legs ou donations | | | | | |
| Autres créances | 16 457 | | 16 457 | 27 538 | |
| VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT | | | | | |
| DISPONIBILITES | 2 656 726 | | 2 656 726 | 1 481 216 | |
| COMPTES DE REGULISATION | Charges constatées d'avance | | | | |
| | TOTAL (II) | 2 673 184 | | 2 673 184 | 1 508 755 |
| | Frais d'émission d'emprunt à étaler (III) | | | | |
| Primes de remboursement des obligations (IV) | | | | | |
| Ecart de conversion actif (V) | | | | | |
| | TOTAL ACTIF (I à V) | 2 706 801 | 10 122 | 2 696 679 | 1 509 280 |

(1) dont droit au bail

(2) dont à moins d'un an

(3) dont à plus d'un an

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2020

31/12/2019

| | | 31/12/2020 | 31/12/2019 | |
|--|--|--|------------------|-----------|
| FONDS PROPRES | Fonds propres sans droit de reprise | Fonds propres | | |
| | Fonds propres statutaires | Fonds associatifs sans droit de reprise <i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subv d'inv affectées à des biens renouv</i> | 31 025 | 31 025 |
| | Fonds propres complémentaires | Ecarts de réévaluation | | |
| | Fonds propres avec droit de reprise | | | |
| | Fonds propres statutaires | | | |
| | Fonds propres complémentaires | | | |
| | Ecarts de réévaluation | | | |
| | Réserves | Réserves | | 96 801 |
| | Réserves statutaires ou contractuelles | | 96 801 | |
| | Réserves pour projet de l'entité | | | |
| Autres | | | | |
| Report à nouveau | Report à nouveau | 88 205 | | |
| Excédent ou déficit de l'exercice | Résultat de l'exercice | (63 078) | 88 205 | |
| Total des fonds propres (situation nette) | Total des fonds propres | 152 954 | 216 032 | |
| | Fonds associatifs avec droit de reprise | | | |
| | - Apports | | | |
| | - Legs et donations | | | |
| | - Subv d'inv affectées biens renouv | | | |
| | Droits des propriétaires | | | |
| | Ecarts de réévaluation | | | |
| Fonds propres consommables | | | | |
| Subventions d'investissement | Subv d'inv sur biens non renouv | | 40 000 | |
| Provisions réglementées | Provisions réglementées | | | |
| Total des autres fonds propres | Total des autres fonds associatifs | | 40 000 | |
| Total des fonds propres Total des fonds associatifs | | 152 954 | 256 032 | |
| Fonds reportés et dédiés | Fonds reportés liés aux legs ou donations | Fonds dédiés sur legs et donations | | |
| | Fonds dédiés sur subventions d'exploitation | Sur subventions de fonctionnement | 1 990 334 | 1 178 500 |
| | Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes | Sur dons manuels | 63 000 | |
| | Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public | | | |
| Total des fonds reportés et dédiés | | 2 053 334 | 1 178 500 | |
| Provisions | Provisions pour risques | | | |
| | Provisions pour charges | | | |
| Total des provisions | | | | |
| DETTES (1) | DETTES FINANCIERES | | | |
| | Emprunts obligataires convertibles | | | |
| | Autres emprunts obligataires | | | |
| | Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2) | | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | | |
| | Avances et acomptes reçus sur commandes en cours | | | |
| | DETTES D'EXPLOITATION | | | |
| | Dettes fournisseurs et comptes rattachés | 47 994 | 54 748 | |
| | Dettes des legs ou donations | | | |
| | Dettes fiscales et sociales | 62 397 | | |
| DETTES DIVERSES | | | | |
| Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| Autres dettes | 380 000 | | | |
| Produits constatés d'avance | | 20 000 | | |
| Total des dettes | | 490 391 | 74 748 | |
| Ecarts de conversion passif | | | | |
| TOTAL PASSIF | | 2 696 679 | 1 509 280 | |
| Résultat de l'exercice exprimé en centimes | | (63 077,58) | 88 205,35 | |
| (1) Dont à moins d'un an | | 490 391 | 74 748 | |
| (2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP | | | | |

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2020 | 31/12/2019 |
|---|--|------------------|------------------|
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | (63 078) | 1 263 943 |
| PRODUITS FINANCIERS | De participation D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | Total des produits financiers | | |
| CHARGES FINANCIERES | Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement | | |
| | Total des charges financières | | |
| RESULTAT FINANCIER | | | |
| RESULTAT COURANT avant impôts | | (63 078) | 1 263 943 |
| PRODUITS EXCEPTIONNELS | Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges | | 2 763 |
| | Total des produits exceptionnels | | 2 763 |
| CHARGES EXCEPTIONNELLES | Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions | | |
| | Total des charges exceptionnelles | | |
| RESULTAT EXCEPTIONNEL | | | 2 763 |
| Participation des salariés aux résultats Impôts sur les bénéfices (+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (-) Engagements à réaliser sur ressources affectées | | | 1 178 500 |
| TOTAL DES PRODUITS | | 1 591 319 | 1 495 915 |
| TOTAL DES CHARGES | | 1 654 397 | 1 407 710 |
| EXCEDENT ou DEFICIT | | (63 078) | 88 205 |
| CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Dons en nature Prestations en nature Bénévolat TOTAL | | | |
| CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE Secours en nature Mise à disposition gratuite de biens Prestations Personnel bénévole TOTAL | | | |

Etats financiers au 31/12/2020

ANNEXE

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

- Le bilan de l'exercice présente un total de **2 696 679** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total produits de **1 591 319** euros
 - un total charges de **1 654 397** euros
 - dégage un résultat de **-63 078** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2020**
- finit le **31/12/2020**
- et a une durée de **12** mois.

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Ces comptes annuels sont établis par le dirigeant de **ASSO TAPAJ FRANCE** avec le concours du cabinet qui intervient dans le cadre de sa mission de **Présentation des Comptes Annuels** qui lui a été confiée.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Informations générales et faits significatifs de l'exercice

TAPAJ FRANCE est le "Réseau des Associations pour le travail alternatif payé à la journée".

Tapaj France a été créée à l'initiative de l'association CEID-addictions de Bordeaux afin de fédérer l'ensemble des associations agissant dans le cadre du programme TAPAJ. Elle a son siège sociale 20 place Pey Berland à Bordeaux.

Tapaj est un programme de médiation positive basée sur les principes de la réduction des risques et des dommages. L'association est fondée sur une approche contextuelle et gradualiste afin de limiter les risques sociaux en luttant contre la sur-précarisation. Centré sur les capacités de la personne, elle intervient sur des temporalités courtes et à partir de la volonté de changement du jeune.

Tapaj a pour objet de mettre en réseau différents acteurs associatifs impliqués dans le champ de l'addiction et se donnant pour mission de conduire un programme spécifique permettant aux jeunes de 18 à 25 ans en très grande précarité d'être rémunérés en fin de journée, pour une activité professionnelle qui ne nécessite pas de qualification ou d'expérience professionnelle particulière et ne les engage pas sur la durée. Une chartre Tapaj en définit le cadre, ce dispositif s'inscrit dans une démarche de partenariat opérationnel avec des entreprises et des collectivités territoriales qui agissent en faveur de ce public fragile.

Les moyens d'action de l'associations sont :

- Mener tout action de nature à favoriser le programme Tapaj dans un strict respect de l'éthique
- Mener toute action d'information et de formation auprès de ses membres et de tout tiers intéressé en lien direct ou indirect avec son objet social
- Le recueil de suggestions exprimées par les associations affiliées et d'y donner toutes suites utiles
- Assurer la représentativité de ses adhérents auprès des organismes publics ou privés, nationaux ou internationaux partageant les objectifs de l'association Tapaj
- L'organisation de toute manifestation en lien direct ou indirect avec son objet social en y associant des associations membres
- La participation à tous les organes de concertation traitant du programme Tapaj
- La proposition de toute mesure législative, réglementaire, administrative tendant à développer le programme Tapaj,
- Le soutien, l'harmonisation et la coordination de l'action des associations adhérentes du point de vue matériel intellectuel ou moral

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

- De protéger la propriété intellectuelle de Tapaj et de mener dans un souci d'homogénéité des actions fédératives au profit de ses membres
- De conduire des opérations d'évaluation de l'inscription des actions des programmes Tapaj dans les principes énoncés dans la chartre Tapaj souscrite par tous, visant à l'amélioration continue des pratiques
- De mettre à disposition son savoir-faire au profit d'autres établissements du secteur social et médico social y compris dans le cadre de mandat de gestion
- De mettre en place des services susceptibles de contribuer à la réalisation directe ou indirecte de tout ou partie du but de l'association
- De mutualiser, coopérer avec le cas échéant les organismes ayant un objet similaire ou complémentaire, en vue de coordonner les actions et contribuer à la réalisation de projets communs
- D'acquérir, gérer un patrimoine mobilier ou immobilier entrant dans le cadre de son objet, et susceptible de contribuer à sa réalisation
- De s'assurer que les moyens nécessaires pour protéger les données personnelles des personnes bénéficiaires du dispositif Tapaj ont bien été mis en œuvre par les associations membres
- Le mécénat, la vente, permanente ou occasionnelle de tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet et susceptible de contribuer à sa réalisation.

Les ressources de l'association comprennent :

- les éventuels droits d'entrée
- les cotisations des membres
- les subventions de l'état, des collectivités publiques et de leurs établissements, de l'Union Européenne, voire d'un organisme international
- les dons manuels (et sommes perçues au titre du mécénat)
- les intérêts et revenus des biens et valeurs appartenant à l'association
- les donations et legs que l'association peut être autorisée à accepter en raison de sa capacité, la nature de son objet ou de ses activités
- les dons des établissements d'utilité publique, ou de fonds de dotation redistributeurs, si elle remplit les conditions
- les produits provenant des biens, ou de la vente des produits et services par l'association.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Informations au titre des méthodes comptables

Les comptes ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

Le passage du règlement CRC n° 1999-01 au règlement ANC n° 2018-06 engendre des changements de méthodes nécessitant des informations spécifiques dans l'annexe de l'exercice de la première application du règlement.

L'application de ce changement n'a que peu d'impact dans les comptes annuels de Tapaj.

Les cotisations sont comptabilisées en produit lors de leur encaissement effectif.

Informations au titre des postes du bilan

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Les créances clients présentées dans le tableau de financement, ont été retenues pour leur valeur brute, conformément aux principes comptables.

Dettes envers les associations adhérentes

Dans la convention avec le ministère, est prévue à partir de 2020, le versement d'un soutien financier aux nouvelles associations adhérentes d'un montant de 20 000€. La convention prévoit 20 nouveaux sites par an, ce qui induit que 400 000€ de la subvention reçue doit être reversés aux adhérents. La subvention a donc été diminuée de ce montant par le transfert dans un compte de tiers.

En 2020, sur les 20 sites, 13 nouveaux adhérents Tapaj ont été effectifs. En raison des délais entre l'acceptation de l'adhésion par le bureau et la signature des conventions (acte qui juridiquement permet le versement de l'aide), seulement une aide de 20 000€ a été versée, ce qui porte la dette à 380 000€ à la clôture.

Afin d'avoir une information détaillée, deux sous comptes ont été créés pour scinder la dette de 380 000€ entre les sites non ouverts et les sites ouverts sur l'année :

- 467002021 – Fonds starters non ouverts 2020 : 140 000€ correspondant aux 7 sites non ouverts en 2020.
- 467002020 – Fonds starters en cours 2020 : 240 000€ correspondant aux 12 sites ouverts mais pour lesquels l'aide n'a pas été versée.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Subvention d'équipement

La subvention reçue le 07/06/2019 liée à la convention avec la fondation PSA avait été comptabilisée sur l'exercice précédent en Subvention d'équipement pour 40 000€. Cette subvention en lien avec le projet "tapaj Mobilité" permet un soutien financier aux jeunes tapajeurs désireux de passer leur permis de conduire. Cette subvention a été transférée en contribution financière d'autres organismes et traitée par les fonds dédiés.

Annexe au Bilan

Etat exprimé en euros

Informations liées au compte de résultat

Informations sur les subventions et contributions financières reçues par l'entité :

| N° de compte | Intitulé | Sommes reçues 2020 |
|--------------|-----------------------------|--------------------|
| 740000000 | SUBVENTIONS MINISTERE | 1 434 555 |
| 740000001 | SUBVENTION MILDECA | 60 000 |
| 755100000 | CONTRIBUTION FINANCIERE EDF | 25 000 |
| 755100000 | CONTRIBUTION FINANCIERE PSA | 40 000 |
| 756000000 | COTISATION/ADHESION | 8 749 |
| | TOTAL | 1 568 304 |

Achats

Les frais accessoires d'achat payés à des tiers n'ont pas été incorporés dans les comptes d'achat, mais ont été comptabilisés dans les différents comptes de charge correspondant à leur nature.

Evènements importants de l'exercice

En dehors des effets de la crise sanitaire exposés dans l'annexe COVID-19, il n'y a pas d'autres faits significatifs survenus au cours de l'exercice.

Annexe des comptes clos au 31/12/2020

Etat exprimé en euros

COVID-19

Annexe des comptes clos sur l'année 2020

Impact du covid-19 dans les comptes clos au **31/12/2020**.

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entité.

La crise sanitaire a eu un impact sur la structure et l'organisation de l'association Tapaj. Selon ses objectifs 2020, Tapaj devait déployer des moyens importants en termes de colloques, séminaires ou encore de déplacements des chargés de développement. Tout ces axes de développement ont été freinés ou parfois rendus impossible par l'évènement Covid-19.

En tout état de cause, la poursuite d'exploitation n'est pas remise en cause en date d'arrêté des comptes.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

| | Valeurs brutes début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | | | Valeurs brutes au 31/12/2020 |
|--|---------------------------------------|--------------------------|---------------|---------------|----------|------------------------------------|
| | | Augmentations | | Diminutions | | |
| | | Réévaluations | Acquisitions | Virent p.à p. | Cessions | |
| INCORPORELLES | | | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | | | |
| Autres | | | 5 400 | | | 5 400 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | | 5 400 | | | 5 400 |
| CORPORELLES | | | | | | |
| Terrains | | | | | | |
| Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencement aménagement | | | | | | |
| Instal technique, matériel outillage industriels | | | | | | |
| Instal., agencement, aménagement divers | | | | | | |
| Matériel de transport | | | | | | |
| Matériel de bureau, informatique et mobilier | 1 900 | | 26 317 | | | 28 217 |
| Emballages récupérables et divers | | | | | | |
| Immobilisations grévées de droits | | | | | | |
| Immobilisations corporelles en cours | | | | | | |
| Avances et acomptes | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 900 | | 26 317 | | | 28 217 |
| BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES | | | | | | |
| FINANCIERES | | | | | | |
| Participations évaluées en équivalence | | | | | | |
| Autres participations | | | | | | |
| Autres titres immobilisés | | | | | | |
| Prêts et autres immobilisations financières | | | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES | | | | | | |
| TOTAL | 1 900 | | 31 717 | | | 33 617 |

Amortissements

Etat exprimé en euros

| | Amortissements début d'exercice | Mouvements de l'exercice | | Amortissements au 31/12/2020 |
|--|---------------------------------------|--------------------------|-------------|------------------------------------|
| | | Dotations | Diminutions | |
| INCORPORELLES | | | | |
| Frais d'établissement et de développement | | | | |
| Donations temporaires d'usufruit | | | | |
| Autres | | 755 | | 755 |
| TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES | | 755 | | 755 |
| CORPORELLES | | | | |
| Terrains | | | | |
| Constructions sur sol propre | | | | |
| sur sol d'autrui | | | | |
| instal. agencement aménagement | | | | |
| Instal technique, matériel outillage industriels | | | | |
| Autres instal., agencement, aménagement divers | | | | |
| Matériel de transport | | | | |
| Matériel de bureau, mobilier | 1 375 | 7 992 | | 9 367 |
| Emballages récupérables et divers | | | | |
| Immobilisations grevées de droits | | | | |
| TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES | 1 375 | 7 992 | | 9 367 |
| TOTAL | 1 375 | 8 747 | | 10 122 |

Provisions

Etat exprimé en euros

| | | Début exercice | Augmentations | Diminutions | 31/12/2020 |
|---|--|----------------|---------------|-------------|------------|
| PROVISIONS REGLEMEENTEES | Reconstruction gisements miniers et pétroliers | | | | |
| | Provisions pour investissement | | | | |
| | Provisions pour hausse des prix | | | | |
| | Provisions pour amortissements dérogatoires | | | | |
| | Provisions fiscales pour prêts d'installation | | | | |
| | Provisions autres | | | | |
| | PROVISIONS REGLEMEENTEES | | | | |
| PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | Pour litiges | | | | |
| | Pour garanties données aux clients | | | | |
| | Pour pertes sur marchés à terme | | | | |
| | Pour amendes et pénalités | | | | |
| | Pour pertes de change | | | | |
| | Pour pensions et obligations similaires | | | | |
| | Pour impôts | | | | |
| | Pour renouvellement des immobilisations | | | | |
| | Provisions pour gros entretien et grandes révisions | | | | |
| | Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer | | | | |
| Autres | | | | | |
| | PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES | | | | |
| PROVISIONS POUR DEPRECIATION | Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières | | | | |
| | Sur stocks et en-cours | | | | |
| | Sur comptes clients, usagers | | | | |
| | Sur créances reçues par legs ou donations | | | | |
| | Autres | | | | |
| | PROVISIONS POUR DEPRECIATION | | | | |
| TOTAL GENERAL | | | | | |
| Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles | | | | | |
| Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I. | | | | | |

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

| | | 31/12/2020 | 1 an au plus | plus d'1 an |
|---|---|---------------|---------------|-------------|
| CREANCES | Créances rattachées à des participations | | | |
| | Prêts | | | |
| | Autres immobilisations financières | | | |
| | Clients, usagers douteux ou litigieux | | | |
| | Autres créances clients, usagers | | | |
| | Créances représentatives des titres prêtés | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | | | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | | | |
| | Autres impôts, taxes versements assimilés | | | |
| | Divers | 7 500 | 7 500 | |
| | Confédération, fédération, union, entités affiliées | | | |
| | Créances reçues par legs ou donations | | | |
| Débiteurs divers | 8 957 | 8 957 | | |
| Charges constatées d'avance | | | | |
| TOTAL DES CREANCES | | 16 457 | 16 457 | |
| Prêts accordés en cours d'exercice | | | | |
| Remboursements obtenus en cours d'exercice | | | | |
| Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques) | | | | |

| | | 31/12/2020 | 1 an au plus | 1 à 5 ans | plus de 5 ans |
|--|---|----------------|----------------|-----------|---------------|
| DETTES | Emprunts obligataires convertibles | | | | |
| | Autres emprunts obligataires | | | | |
| | Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine | | | | |
| | Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine | | | | |
| | Emprunts et dettes financières divers | | | | |
| | Fournisseurs et comptes rattachés | 47 994 | 47 994 | | |
| | Dettes des legs ou donations | | | | |
| | Personnel et comptes rattachés | 19 537 | 19 537 | | |
| | Sécurité sociale et autres organismes sociaux | 35 075 | 35 075 | | |
| | Impôts sur les bénéfices | | | | |
| | Taxes sur la valeur ajoutée | | | | |
| | Obligations cautionnées | | | | |
| | Autres impôts, taxes et assimilés | 7 784 | 7 784 | | |
| | Dettes sur immobilisations et comptes rattachés | | | | |
| | Confédération, fédération, union, entités affiliées | | | | |
| Autres dettes | 380 000 | 380 000 | | | |
| Dette représentative de titres empruntés | | | | | |
| Produits constatés d'avance | | | | | |
| TOTAL DES DETTES | | 490 391 | 490 391 | | |
| Emprunts souscrits en cours d'exercice | | | | | |
| Emprunts remboursés en cours d'exercice | | | | | |
| Emprunts dettes associés (personnes physiques) | | | | | |

Variation des Fonds Propres

| Etat exprimé en euros | Fonds propres clôture 31/12/2019 | Affectation du résultat N-1 | Augmentation | Diminution ou consommation | Fonds propres clôture 31/12/2020 |
|--|-------------------------------------|--------------------------------|--------------|-------------------------------|-------------------------------------|
| Fonds propres sans droit de reprise | 31 025 | | | | 31 025 |
| Fonds propres avec droit de reprise | | | | | |
| Ecart de réévaluation | | | | | |
| Réserves statutaires ou contractuelles | | | | | |
| Réserves | 96 801 | | | | 96 801 |
| Autres réserves | | | | | |
| Report à nouveau | | 88 205 | | | 88 205 |
| Excédent ou déficit de l'exercice | 88 205 | (88 205) | | 63 078 | (63 078) |
| Situation nette | 216 032 | | | 63 078 | 152 954 |
| Droits des propriétaires | | | | | |
| Fonds propres consommables | | | | | |
| Subventions d'investissement | 40 000 | | | 40 000 | |
| Provisions réglementées | | | | | |
| TOTAL | 256 032 | | | 103 078 | 152 954 |

L'excédent constaté en 2019 de 88 205.35€ est laissé en Report à Nouveau faute de décision d'affectation. Une partie de cet excédent est consommée en 2020 pour 60 000€.

Variation des Fonds Reportés

Etat exprimé en euros

| | Fonds reportés clôture 31/12/2019 | Report | Utilisation | Fonds reportés clôture 31/12/2020 |
|---|--------------------------------------|--------|-------------|--------------------------------------|
| Fonds reportés liés aux legs ou donations | | | | |
| TOTAL | | | | |

Variation des Fonds Dédiés

Etat exprimé en euros

| | Fds dédiés clôture 31/12/2019 | Reports | Utilisations | | Transferts | Fonds dédiés clôture 31/12/2020 | |
|--|-------------------------------------|----------------|-------------------|-----------------------------|------------|------------------------------------|---|
| | | | Montant global | dont rembours- ements | | Montant global | dont fds dédiés à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices |
| Subventions d'exploitation | | | | | | | |
| MINISTERE 2019 | 1 155 500 | 60 000 | | | | 1 215 500 | |
| MINISTERE 2020 | | 774 834 | | | | 774 834 | |
| CIPDR 2019/2020 | 20 000 | | 20 000 | | | | |
| CONSULAT | 3 000 | | 3 000 | | | | |
| Contributions financières d'autres org. | | | | | | | |
| CONVENTION PSA | | 38 000 | | | | 38 000 | |
| CONVENTION EDF | | 25 000 | | | | 25 000 | |
| Ressources liées à la générosité du public | | | | | | | |
| TOTAL | 1 178 500 | 897 834 | 23 000 | | | 2 053 334 | |